



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/RES/50/195  
11 mars 1996

---

Cinquantième session  
Point 112 c) de l'ordre du jour

### RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Troisième Commission (A/50/635/Add.3)]

50/195.      Protection et assistance offertes aux  
personnes déplacées dans leur propre pays

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par le nombre croissant, dans le monde entier, de personnes déplacées dans leur propre pays qui ne bénéficient pas de la protection et de l'assistance voulues, et consciente du grave problème qui en résulte pour la communauté internationale,

Rappelant les normes pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du droit international humanitaire,

Ayant à l'esprit la Déclaration et le Programme d'action de Vienne 1/ adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, engageant la communauté internationale à considérer dans une optique globale la question des réfugiés et des personnes déplacées,

Invitant une fois encore la communauté internationale à répondre de façon plus concertée aux besoins des personnes déplacées dans leur propre pays, tout en soulignant que les activités menées en leur faveur ne doivent pas porter atteinte au principe de l'asile,

Consciente qu'il demeure nécessaire que les organismes des Nations Unies recueillent des informations détaillées sur la question de la protection des droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays et de l'assistance à ces personnes,

---

1/      A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

Saluant la décision prise par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1995/57 du 3 mars 1995 2/ de proroger de trois ans le mandat du représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays afin qu'il puisse continuer à examiner les besoins de ces personnes en matière de protection et d'assistance et notamment poursuivre son travail de collecte et d'analyse des données sur les normes juridiques, les causes profondes du déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, la prévention de ce phénomène et les solutions à long terme à y apporter,

Notant les progrès déjà accomplis par le représentant du Secrétaire général dans l'élaboration d'un cadre juridique, l'étude des causes et manifestations du déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, l'analyse des mécanismes institutionnels, l'établissement d'un dialogue avec les gouvernements, la publication d'une série de rapports décrivant la situation dans des pays déterminés et proposant des mesures correctives, et la sensibilisation, aux niveaux national et international, au problème des personnes déplacées dans leur propre pays,

Se félicitant de la coopération qui s'est déjà instaurée entre le représentant du Secrétaire général et les organismes d'aide humanitaire et de développement des Nations Unies qui s'efforcent de protéger et d'aider les personnes déplacées dans leur propre pays ainsi qu'avec le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et d'autres organismes compétents en la matière,

Se félicitant en particulier de la décision prise par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de promouvoir les consultations avec le représentant du Secrétaire général et de la décision prise par le Comité permanent interorganisations et son groupe de travail d'inviter le représentant du Secrétaire général à participer à ses réunions sur la question et aux travaux de l'Équipe spéciale sur les personnes déplacées dans leur propre pays,

Rappelant le rapport que le représentant du Secrétaire général a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session 3/ ainsi que les conclusions et recommandations qui y sont formulées concernant les moyens d'améliorer la protection des personnes déplacées dans leur propre pays et de leur assurer une assistance et des possibilités de développement accrues,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du représentant du Secrétaire général sur la question des personnes déplacées dans leur propre pays 4/;

---

2/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1995, Supplément n° 3 et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

3/ E/CN.4/1995/50 et Add.1 et Corr.1, Add.2 et Corr.1, Add.3 et Add.4.

4/ Voir A/50/558.

2. Félicite le représentant du Secrétaire général pour le rôle de catalyseur qu'il joue en faisant prendre conscience du sort des personnes déplacées dans leur propre pays;

3. Note les efforts déployés par le représentant du Secrétaire général pour créer un cadre et promouvoir des stratégies propres à améliorer la protection des personnes déplacées dans leur propre pays et leur assurer une assistance et des possibilités de développement accrues;

4. Encourage le représentant du Secrétaire général à poursuivre son analyse des causes du déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, des besoins de ces personnes, des mesures préventives et des moyens d'offrir à ces personnes une protection et une assistance accrues ainsi que des solutions plus nombreuses;

5. Encourage également le représentant du Secrétaire général à continuer d'accorder une attention particulière aux besoins des femmes et des enfants en matière de protection et d'assistance, compte tenu de l'objectif stratégique pertinent défini dans la Déclaration de Beijing et le Programme d'action 5/ adoptés par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995;

6. Engage le représentant du Secrétaire général à continuer d'étudier le problème des personnes déplacées dans leur propre pays et à inviter, avec l'approbation des gouvernements, des experts et des consultants à lui offrir pendant ses missions une assistance spécialisée et à tirer profit des moyens matériels de recherche;

7. Invite le représentant du Secrétaire général à terminer son travail de collecte et d'analyse des normes juridiques existantes, dont il rendra compte dans le rapport qu'il présentera à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session;

8. Invite la Commission des droits de l'homme à examiner la possibilité d'établir un cadre approprié en se fondant sur le rapport du représentant du Secrétaire général et les recommandations qu'il contient;

9. Engage tous les gouvernements à continuer de faciliter les travaux du représentant du Secrétaire général et les encourage à envisager sérieusement de l'inviter à se rendre dans leurs pays afin qu'il puisse y étudier et analyser plus en détail les problèmes qui se posent, et remercie les gouvernements qui l'ont déjà fait;

10. Invite les gouvernements à examiner avec toute l'attention voulue, en concertation avec le représentant du Secrétaire général, les recommandations et suggestions que celui-ci leur a adressées, conformément à son mandat, et à l'informer des mesures qu'ils ont prises pour y donner suite;

11. Invite tous les organismes d'aide humanitaire et de développement des Nations Unies concernés à mettre en place des cadres de coopération avec le représentant du Secrétaire général, de manière à lui apporter toute l'assistance et toute le soutien possibles dans l'exécution de son programme

---

5/ A/CONF.177/20 et Add.1, chap. I, résolution 1, annexes I et II.

d'activités, et invite le représentant du Secrétaire général à rendre compte à ce sujet;

12. Engage le représentant du Secrétaire général et les organisations intergouvernementales régionales, telles que l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des États américains et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à intensifier leur coopération de manière à susciter des initiatives propres à faciliter la protection des personnes déplacées dans leur propre pays et l'octroi d'une assistance à ces personnes;

13. Prie le Secrétaire général de fournir à son représentant toute l'assistance dont il aura besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat;

14. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-deuxième session.

99e séance plénière  
22 décembre 1995